

En dépit des pénuries connues durant la saison

Les Algériens gaspillent trop d'eau en été

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4234 - Ven. 28 - Sam. 29 juillet 2017 - Prix : 10 DA

En attendant la poterie de Maatkas et l'Assensou d'Azrou N'Thour

Tizi Ouzou vibre au rythme du «Raconte-Arts»

Page 24

Les Palestiniens retournent prier à la mosquée Al-Aqsa

Sanglante répression par l'Etat sioniste

Page 2

Une économie robuste appuyée sur deux béquilles

Par Mohamed Habili

Depuis qu'elle est directrice de la Fed, la banque centrale américaine, Janet Yellen affirme à chacune de ses apparitions devant le Sénat que l'économie américaine est robuste, qu'elle progresse dans le bon sens, même si elle a quelques soucis, tout en se gardant de fixer un terme à la politique de stimulation monétaire d'une ampleur sans précédent mise en œuvre au lendemain de la crise financière de 2008. Elle n'a pas fait exception à cette règle lors de son dernier passage, survenu il y a moins de deux semaines, devant les sénateurs, alors même que l'institution qu'elle préside depuis 2014 est censée avoir déjà commencé son retour à une régulation plus classique de l'économie, ainsi que semblent en témoigner les récentes augmentations de son principal taux d'intérêt. Non seulement, elle est restée muette sur ce retrait graduel, mais elle n'a même pas voulu confirmer qu'il y aurait comme prévu une nouvelle hausse du taux directeur au courant de cette année. Il faut savoir que Janet Yellen n'est pas sûre d'être reconduite dans ses fonctions par Donald Trump, son mandat se terminant dans pas longtemps.

Suite en page 3

Rencontre demain avec le patronat et l'UGTA pour préparer la tripartite

Tebboune parviendra-t-il à calmer les esprits ?



Plus/D. R.

Dans un contexte caractérisé par un bras de fer constitué par le patron du FCE et celui de la Centrale syndicale contre Abdelmadjid Tebboune, ce dernier prévoit une réunion demain à 10 heures au Palais du gouvernement avec le patronat public et privé ainsi que l'UGTA, en vue de dresser l'ordre du jour à débattre lors de la prochaine tripartite. Lire page 3

Tizi Ouzou

Top départ pour la fête du bijou d'Ath Yenni

Page 4

Concert de raï moderne

Cheb Bilal enchante le public algérois

Page 13

Les Palestiniens retournent prier à la mosquée Al-Aqsa

Sanglante répression de l'Etat sioniste

■ Des centaines de Palestiniens ont fait leur retour pour la prière du vendredi à la mosquée Al-Aqsa, après 15 jours de boycott et dans un climat de tension persistante, en dépit du retrait, jeudi matin, par les colons sionistes, des mesures de sécurité controversées. L'accalmie n'a été que de courte durée.

Par Meriem Benchaouia

Alors que les Palestiniens avaient cessé de se rendre sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, pour protester contre la mise en place par Israël de mesures de sécurité, les violences ont repris autour de ce site ultra-sensible. De nouveaux affrontements ont éclaté hier entre des manifestants et les forces d'occupation israéliennes. La police israélienne a interdit hier aux hommes de moins de 50 ans l'accès à l'esplanade des Mosquées à Jérusalem pour la prière hebdomadaire, laissant craindre une nouvelle flambée de violences. Cette mesure intervient au lendemain de heurts dans ce secteur ultra-sensible entre manifestants palestiniens et police israélienne qui ont fait une centaine de blessés. Après l'annulation de ces mesures, les autorités politiques et religieuses ont appelé jeudi les Palestiniens à retourner prier à Al-Aqsa, l'une des deux mosquées situées sur l'esplanade. Jeudi, peu après l'entrée sur l'esplanade de milliers de fidèles musulmans pour la prière de l'après-midi, des affrontements ont éclaté avec l'arrivée d'un groupe de policiers israéliens, faisant une centaine de blessés, selon le Croissant-Rouge palestinien. Cinq Palestiniens avaient été tués et des centaines blessés dans des affrontements avec les forces de l'ordre israéliennes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée. Jeudi, le ministère palestinien de la Santé a fait état du décès d'une sixième personne, Mohammed Kanaan, 26 ans, blessé lundi dans des heurts avec les forces israéliennes.

Pressions internationales

Après d'intenses pressions de la communauté internationale qui craignait une escalade, l'Etat sioniste a retiré mardi les détecteurs de métaux, puis, jeudi, les derniers éléments du nouveau dispositif de sécurité. Le président palestinien Mahmoud



PVD.R.

Abbas a indiqué qu'aucune décision n'avait encore été prise sur la reprise de la coordination sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et Israël, dont il avait annoncé le gel la semaine dernière. Il avait fait du retrait des nouvelles mesures de sécurité un préalable à la reprise de la coordination sécuritaire. L'occupant israélien avait justifié la mise en place de nouvelles mesures en affirmant que les assaillants des deux policiers israéliens avaient dissimulé sur l'esplanade des armes et en étaient sortis pour mener leur attentat. Mais les Palestiniens y avaient vu une tentative d'Israël d'affermir son contrôle sur ce site, que les juifs considèrent comme leur lieu le plus sacré et les musulmans leur troisième lieu le plus saint. L'Etat sioniste contrôle les entrées du site mais celui-ci est géré par la Jordanie. Les musulmans peuvent y aller à toute heure. Les juifs ne peuvent y pénétrer qu'à certaines heures et n'ont pas le droit d'y prier. Les autorités israéliennes ont assuré qu'elles n'avaient pas l'intention de modifier ces règles tacites. Mais la Ligue arabe, qui tenait une réunion d'urgence, a accusé jeudi Israël de vouloir imposer sa souveraineté sur l'esplanade et Jérusalem-Est.

Messahel appelle les pays arabes à une action collective

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a appelé, jeudi au Caire, les pays arabes à une action collective, urgente et efficace au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin aux provocations et violations israéliennes contre les lieux saints d'El Qods, réitérant l'entière solidarité de l'Algérie avec l'Etat palestinien et son soutien indéfectible au peuple palestinien. Lors de l'ouverture de la réunion du Conseil de la Ligue arabe au niveau ministériel dans sa deuxième session extraordinaire sur demande du Royaume hachémite de Jordanie, soutenu par plusieurs pays arabes membres, et ce, pour débattre des mesures à prendre pour faire face aux violations dont a été l'objet la mosquée d'Al Aqsa, M. Messahel a mis l'accent sur l'impératif d'unifier les efforts pour mettre fin à cette situation dangereuse, soulignant que « nous devons intensifier et unifier nos efforts pour une action collective, urgente et efficace sur tous les niveaux, notamment au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU afin de mettre fin aux provocations et

pratiques israéliennes contre nos lieux sacrés à El Qods qui tendent à changer la réalité historique et légale et imposer le fait accompli sur le terrain ». M. Messahel a souligné l'impératif d'œuvrer à assurer l'entière protection au peuple palestinien et ses lieux saints, rappelant que cette session extraordinaire se tient dans des conditions urgentes et très dangereuses suite aux violations flagrantes commises par les forces de l'occupation israélienne sur la mosquée d'Al Aqsa. Après avoir rappelé la fermeture d'Al Aqsa pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, la mise en place des mesures de sécurité aux entrées de la mosquée, le recours à la force contre les fidèles, les pratiques du fait accompli visant à judaïser les lieux saints islamiques en violation aux droits et légalité internationaux « ce qui a suscité l'ire des musulmans », le chef de la diplomatie algérienne a réaffirmé que les derniers développements « nous interpellent à poursuivre les pressions et les efforts collectifs pour que ces pratiques israéliennes ne se reproduisent pas ». « Ces pratiques ignobles contre le peuple palestinien sur son territoire occupé et contre nos lieux saints, nous obligent à resserrer les

rangs de nouveau autour de la cause palestinienne, notre cause principale, qui a toujours été notre préoccupation en tant que nation et Ligue arabes dans notre action politique et diplomatique », a-t-il ajouté. M. Messahel a évoqué les répercussions internationales de cette « grave situation et la poursuite des violations israéliennes auxquelles sont confrontées la région arabo-musulmane et la communauté internationale », ce qui pourrait induire à « une explosion de la situation et à de graves retombées menaçant la sécurité et la stabilité de la région et du processus de paix ». Le ministre des Affaires étrangères a appelé les Palestiniens à l'« unification des rangs en vue de faire face aux défis majeurs », réitérant l'entière solidarité de l'Algérie avec l'Etat frère de Palestine, peuple et gouvernement, et son soutien constant au peuple palestinien et à sa cause juste pour le recouvrement de ses droits légitimes, inaliénables, notamment son droit à l'établissement d'un Etat indépendant avec pour capitale Al Qods. M. Messahel a exprimé le souhait de voir cette réunion aboutir à des décisions « fermes et décisives, à même de relever les grands défis auxquels nous sommes confrontés ».

M. B./Agences

Syrie/Province de Homs

L'armée aux portes du dernier fief de Daech

Les forces gouvernementales syriennes sont arrivées aux portes d'al-Sokhna, dernier bastion du groupe terroriste auto-proclamé « Etat islamique » (Daech/El) dans la province centrale de Homs, rapporte hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). La prise de la ville d'al-Sokhna, aux mains de l'organisation terroriste depuis 2015, permettrait à l'armée syrienne d'avancer vers la province voisine de Deir Ezzor

(est) d'où elle veut chasser l'EI. Les troupes syriennes, appuyées par les frappes aériennes de l'allié russe, « sont parvenues dans la nuit à la périphérie d'al-Sokhna ». Les avions militaires russes bombardaient les positions terroristes à l'intérieur comme à l'extérieur de la ville. Le groupe terroriste s'était emparé d'al-Sokhna dans la foulée de sa capture de larges territoires dans la province de Homs, notamment la cité antique de

Palmyre. Depuis, l'armée syrienne a repris la plus grande partie de la province, dont Palmyre. Al-Sokhna, à 70 km au nord-est de la cité antique, est le dernier grand bastion de l'EI dans la province. Cette ville se trouve à 50 km de la province de Deir Ezzor et est entourée de nombreux champs gaziers et pétroliers. Selon l'OSDH, les commandants locaux de l'EI ont fui vers les montagnes entourant la ville. L'armée syrienne mène depuis

mai une campagne d'envergure dans la région de la « badiya », le désert syrien qui s'étend sur 90 000 km² à travers les provinces de Homs, Hama et Raqa. La badiya est également frontalière de l'Irak et de la Jordanie. L'EI est sous pression dans différentes régions de Syrie, notamment dans la province septentrionale de Raqa où l'organisation a perdu de larges territoires et 50% de la ville qui porte le même nom.

Saty T.

– Rencontre demain avec le patronat et l'UGTA pour préparer la tripartite

Tebboune parviendra-t-il à calmer les esprits ?

■ Dans un contexte caractérisé par un bras de fer constitué par le patron du FCE et celui de la Centrale syndicale contre Abdelmadjid Tebboune, ce dernier prévoit une réunion demain à 10 heures au Palais du gouvernement avec le patronat public et privé ainsi que l'UGTA, en vue de dresser l'ordre du jour à débattre lors de la prochaine tripartite.

Par Lynda Naili

Cette rencontre regroupant les partenaires du Pacte national économique et social de croissance, l'Ugta et le Patronat, inscrite, certes, dans le cadre du dialogue national annoncé récemment par le Premier ministre, suscite d'ores et déjà des questionnements sur l'ambiance de son déroulement, sachant qu'une partie des intéressés ne sont plus vraiment en odeur de sainteté depuis la polémique née entre le patronat, précisément le FCE-UGTA, à la suite de la décision de Abdelmadjid Tebboune, sur instruction du président de la République, de séparer l'argent «sale» de la vie politique. Une décision qui aura créé une fronde à laquelle se sont joints les patrons du FCE et de la Centrale syndicale contre le Premier ministre. Une situation tendue dont les vents ne sont pas en faveur de mise en œuvre sereine du plan d'action de développement que Abdelmadjid Tebboune vient de mettre en branle. Aussi est-il attendu que ce rendez-vous soit une occasion pour le Premier ministre de raisonner les esprits sur «des questions nationales majeures» pour lesquelles il faudra trouver un «consensus» devant faciliter «la réalisation des objectifs tracés dans son plan d'action pour la mise en œuvre du programme du président de la République». Ce dernier étant adopté par les deux chambres du Parlement, il s'agit maintenant de passer à son exécution sur le terrain. D'où l'importance accordée par le Premier ministre à la prépa-



PHOTO: R. M. BOU

ration de cette prochaine tripartite, espace de «concertation», au cours de laquelle il sera procédé «notamment à l'examen des points à l'ordre du jour à soumettre à la tripartite, ainsi que la fixation de la date et du lieu de la tenue de cette rencontre dont l'organisation est prévue prochainement», est-il écrit dans le communiqué du Premier ministre. Prônant constamment le dialogue national, poursuit la même source, M. Tebboune avait affirmé, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant le Parlement en juin dernier, que le gouvernement s'attellerait «à l'ouverture de canaux du dialogue et de concertation avec toutes les

composantes du tissu national, qu'elles soient politiques, syndicales, académiques ou associatives pour expliquer la démarche de l'exécutif, obtenir la confiance et l'adhésion de tous». Et d'ajouter que M. Tebboune a indiqué, par la même occasion, que «le gouvernement est conscient qu'un consensus autour des questions nationales majeures facilitera grandement la réalisation des objectifs tracés dans son Plan d'action pour la mise en œuvre du programme du président de la République», soulignant l'importance d'atteindre «un consensus national pour gérer la crise économique en vue de préserver l'indépendance et la souveraineté

nationale dans la prise de décision». Après celle chapeautée par Abdelmalek Sellal en mars dernier à Annaba, cette prochaine tripartite sera la première à être présidée par Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre depuis le 24 mai dernier. Pour rappel, le Pacte national économique et social de croissance avait été signé lors des travaux de la tripartite tenue en février 2014 à Alger. Ce pacte s'est donné pour objectifs l'accélération du processus des réformes économiques, le développement industriel, l'amélioration du climat des affaires, du système de santé et de la protection sociale, l'accès au travail et l'amélioration du pouvoir d'achat, ainsi que la sécurité énergétique et l'adéquation du système de formation avec les besoins de l'entreprise. Il est basé sur la volonté du Président Bouteflika de promouvoir la concertation afin d'atteindre l'épanouissement économique. Les signataires de ce pacte ont été le gouvernement, l'Ugta, la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), le Forum des chefs d'entreprises (FCE), l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep), la Confédération nationale du patronat algérien (Cnpa), la Confédération des industriels et des producteurs algériens (Cipa), la Confédération algérienne du patronat (CAP), l'Union nationale des investisseurs (UNI), la Confédération générale du patronat-BTPH (CGP-BTPH) et l'Assemblée générale des entrepreneurs algériens (Agea).

L. N.

En dépit des pénuries connues durant la saison

Les Algériens gaspillent trop d'eau en été

Le manque d'eau est un phénomène qui touche beaucoup de régions en été. Chaque année, le même problème est le même. Des coupures pendant des semaines entières sont signalées dans plusieurs villes. Les régions rurales sont souvent celles qui en souffrent le plus. Parfois, ces patelines éloignées des grands centres urbains ne sont carrément pas desservies. Malgré cela, la plupart des citoyens gaspillent à fortes doses l'or bleu. Ainsi, robinet à forte pression pour l'entretien des voitures, arrosage à flots devant les maisons, conduite d'arrêt générale laissée ouverte, les attitudes de gaspillage d'eau sont devenues en été chez bon nombre d'Algériens une habitude. Pourtant durant la même saison, ce sont des milliers de foyers à travers le territoire national qui demeurent frappés par des pénuries récurrentes. Les causes de ces privations d'eau sont mul-

tiples et fortement ressenties chez les gens en été. Du manque d'assainissement dans certains patelines, à l'absence de renouvellement d'anciennes conduites à pannes régulières car datant de l'époque coloniale, ce ne sont pas les raisons qui manquent pour que le citoyen, vivant dans ces bourgades reculées du pays, soit privé d'eau en cette période où il en a le plus besoin. Linge, ménage, cuisine, douche, rien ne se fait sans eau de nos jours. Une substance devenue indispensable voire vitale pour les populations. D'après certaines sources, il y aurait mêmes des endroits toujours non raccordés au réseau national d'eau. Il faut ajouter à cela les périodes passées marquées par l'absence de pluie, frôlant même la sécheresse. Toutefois, dans les grandes villes où le problème n'existe guère, à l'image d'Alger, l'eau courante est disponible dans les foyers mais

on peut constater un mauvais usage. Pour preuve, rares sont les habitants des quartiers qui se plaignent d'éventuelles longues coupures en eau, de surcroît ne se doutent pas qu'elle est inconsciemment gaspillée. Par conséquent, contrairement à ces gens qui peinent à trouver de l'eau potable dans ces endroits du pays moins lotis que les grands espaces urbains, les habitants nantis des cités en font un objet de jeu pour se rafraîchir au besoin. Ces dernières années, ce genre de pratique a pris de l'ampleur. Le lavage d'automobiles est de loin l'exemple le plus remarqué de tous où l'eau coule sans arrêt pendant l'opération. D'autres résidents déversent de l'eau potable pour tenir plus ou moins propre l'entrée de leur villa. Les patrons des restaurants, ainsi que ceux des petites boutiques d'Alger lavent à grande eau les devantures, trottoirs et rues. Des

actes salués, certes, si l'on tient compte des normes d'hygiène, mais qui donnent à réfléchir. Relativement, ces gestes se paient au prix d'un grand gaspillage d'eau. Par ailleurs, afin de remédier à ces pertes flagrantes en eau les pouvoirs publics ont adopté des mesures de sensibilisation, puisque la cause principale est liée à l'incivisme notoire des citoyens. Des SMS sont envoyés par le ministère de l'Environnement et des Ressources en eau afin de les faire réagir pour ensuite agir. Si certains gaspillent l'eau gratuitement pensant en avoir en trop, ils devraient songer un instant à ceux qui en manquent. Cela pourrait servir largement leurs innombrables concitoyens qui sont à l'affût de la moindre goutte d'eau. En plus d'une gestion efficace des autorités, il est clair que tout le monde pourrait bénéficier de cette denrée.

Yacine Djadel

LA QUESTION DU JOUR

Une économie robuste appuyée sur deux béquilles

Suite de la page une

Mais si la prudence, sinon la dérobade pure et simple, a été la marque de ses réponses aux questions des sénateurs qui l'interrogeaient, ce n'est pas tant par calcul politique que par crainte d'être démentie par les faits si jamais elle s'autorisait à faire des pronostics précis, et par conséquent vérifiables, à leur sujet. Au fond, elle se serait pour sa part contentée d'égrener les bons comme les mauvais indicateurs sans commenter ni les premiers ni les seconds, tant la situation évolue en dehors des repères connus. Ainsi, la logique voudrait que la moindre des choses pour une économie censée non seulement se porter bien mais se raffermir de façon ininterrompue depuis maintenant des années – plus précisément depuis mars 2009, avec le retour à la hausse de la bourse – c'est qu'elle commence à marcher toute seule, sans assistance extérieure d'aucune sorte. Or cette économie éclatante de santé dont parle Janet Yellen marche appuyée non pas sur une mais sur deux béquilles, et cela non pas d'hier mais de façon continue depuis 2008. La première béquille lui est apportée par la gestion monétaire conventionnelle de la récession, qui consiste pour une banque centrale à prêter aux banques commerciales à un taux fort bas, à zéro s'il le faut. Cette première thérapie a une limite cependant, à partir de laquelle elle ne remplit plus son objet, qui est atteinte lorsque le taux d'intérêt directeur arrive justement à zéro. Si on en est à ce point sans que la reprise ne soit au rendez-vous, il faut le secours d'une deuxième béquille, qui pour sa part est de conception récente : la banque centrale se substitue aux banques secondaires en prêtant directement aux entreprises, c'est-à-dire en achetant leurs obligations, en injectant directement de l'argent dans l'économie. Cette gestion non conventionnelle s'appelle en français l'assouplissement quantitatif et en anglais le Quantitative Easing. Encore n'est-ce là dans la première comme dans la deuxième stimulation que de l'idée générale, celle-ci pouvant se présenter en pratique sous plusieurs variantes. Aux Etats-Unis comme en Europe, il n'est plus guère question de crise économique, alors même que leurs économies sont depuis maintenant près d'une décennie sous double perfusion, qu'elles sont appuyées sur deux béquilles, une conjonction qui ne s'est jamais vue dans toute l'histoire du capitalisme. Le moment de vérité (the Day of Reckoning) ce sera évidemment quand les banques centrales de part et d'autre de l'Atlantique croient suffisamment dans la bonne santé de leurs économies pour leur retirer les deux béquilles en même temps. Ce qui reviendra simultanément à augmenter les taux d'intérêts réels, qui sont aujourd'hui négatifs, et à arrêter la planche à billet. Il ne semble pas que cela soit pour bientôt à en croire les dernières déclarations de la directrice de la banque centrale américaine.

M. H.

Tizi Ouzou

Top départ pour la fête du bijou d'Ath Yenni

■ Plus de 70 artisans bijoutiers, venus d'une dizaine de wilayas telles que Tipaza, Boumerdès, Alger, Tamanrasset et Sidi Bel-Abbès, participent à la fête du bijou.

Par Hamid M.

Le coup d'envoi de la 14^e édition de la fête du bijou d'Ath Yenni a été donné jeudi, en présence des autorités locales et de la wilaya. La cérémonie d'ouverture a été abritée par le collège Larbi-Mezani d'Ath Yenni. Plus de 70 artisans bijoutiers, venus d'une dizaine de wilayas telles que Tipaza, Boumerdès, Alger, Tamanrasset et Sidi Bel-Abbès, participent à la fête du bijou. Le Comptoir des métaux précieux (Cmpa), qui commercialise la matière première, l'argent, est présent à cette fête à travers un stand au niveau du collège Larbi-Mezani. Deux sites abritent l'exposition et vente des bijoux et autres produits de l'artisanat, à savoir, le collège Larbi-Mezani et le centre culturel Keddach-Ali. A l'ouverture de la fête, le président de l'Assemblée populaire communale d'Ath Yenni, Smail Deghoul, a annoncé le lancement prochain des projets de réalisation d'une maison de l'artisanat et d'un musée du bijou. Il a précisé que le lancement de ces deux structures n'est qu'une question de jours pour rassurer les artisans bijoutiers d'Ath Yenni



PH/D.R.

qui attendent ce genre d'espaces depuis des années pour la commercialisation de leurs produits de manière permanente à long terme. Présent à la cérémonie d'ouverture, le wali de Tizi Ouzou, Mohamed Bouderbali, a, de son côté, plaidé

en faveur de la labellisation du bijou d'Ath Yenni tout en saluant les artisans bijoutiers qui sont restés attachés à leur activité en dépit de toutes les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité

(HCA), El Hachemi Assad, présente également à la cérémonie, a saisi l'occasion pour remettre des invitations à des artisans afin de participer à la caravane nationale du centenaire de l'écrivain Moulood Mammeri. Une participation qui leur sera bénéfique

pour faire connaître leurs produits et les écouler. A noter que la fête du bijou d'Ath Yenni se poursuivra jusqu'au 4 août prochain.

H. M.

Même nocifs pour la santé, ils sont largement sollicités

Saison estivale : alerte aux produits contrefaits

En dépit de leur dangerosité reconnue sur la santé du consommateur, les articles contrefaits parmi les plus usités durant la saison estivale, à l'instar des lunettes de soleil ou des produits de bronzage, demeurent très répandus sur le marché national et largement sollicités par les Algériens. Faisant partie du paysage extérieur des villes algériennes, le phénomène de l'étalage d'articles divers à même le sol, sur des trottoirs censés être réservés exclusivement aux piétons, semble avoir encore de beaux jours devant lui, tant il semble faire le bonheur d'une large proportion de consommateurs. Peu regardants sur les conséquences redoutables de ces produits sur leur santé, ces derniers sont en priorité soucieux de faire de «bonnes affaires» eu égard aux prix sensiblement bas proposés par ceux qui s'improvisent vendeurs. Les tarifs de ces articles renseignent sur leur piètre qualité mais sont un argument suffisant pour être écoulés aisément : pour moins de 500 DA, on peut se procurer une paire de lunettes de soleil, déclinées sous leurs différents modèles et formes et se voulant le plus imitatives des labels internationaux d'origine, lesquels sont conçus selon des normes de sécurité bien strictes afin de protéger contre l'exposition aux rayons ultraviolets (UV). «C'est beaucoup moins cher que ce qui se vend chez l'opticien ou en vitrine», s'accordent à argumenter de nombreux usagers de ce

type de marchandise, reconnaissant reléguer la préoccupation de leur santé en second plan, car n'ayant «pas le choix». «Je ne peux me permettre d'acquérir une paire de lunettes à plus de 20 000 DA, aussi esthétique et sécurisée soit-elle!», argumente Malika, une jeune cliente, croisée devant un étal aménagé sur l'un des trottoirs de la place bruyante des Trois horloges, à Bab El Oued. Affairée à sélectionner celle qui convient le mieux à la forme de son visage, elle explique qu'après avoir perdu récemment une paire chèrement payée, elle n'a plus les moyens d'en renouveler une de même qualité. «Comment voulez-vous qu'un père de famille comme moi ayant 5 enfants en charge puisse se permettre l'achat d'une paire de lunettes à un prix pouvant nourrir ma famille pendant des jours?», s'exclame de son côté, Mohamed, en quête de cet article «pourtant indispensable» en ces jours fortement ensoleillés. Il a fini par acquiescer à la modique somme de 400 DA, après avoir négocié une ristourne auprès du même vendeur. «Je ne m'aventure jamais à acquérir ce genre d'articles quel qu'en soit le prix à payer!», s'exclame Salim, un quadragénaire à l'apparence très soignée. Il explique qu'«il ne s'agit nullement de frimer en s'affichant avec telle ou telle marque de lunettes, mais c'est un souci de santé, de confort et de bonne qualité». Quant à savoir la provenance initiale de cette marchan-

dise, les vendeurs interrogés confirment ce qui relève du domaine public, à savoir son origine chinoise. «Je m'y rends moi-même régulièrement, j'en ramène par containers», lâche un jeune vendeur à la place des Martyrs. Il désigne les deux boutiques qu'il loue non loin de là, rue Bab Azzoun, et se félicite d'exercer un commerce «rentable». Plus généralement, explique-t-il, les vendeurs de ces articles, comme pour d'autres, se les procurent de main en main, tout en s'assurant une certaine marge de bénéfice.

Un danger pouvant conduire... à la cécité

L'opticien Sofiane Abbela est catégorique. Le danger des lunettes de soleil, à la monture et aux verres non traités, peut se manifester dans les heures qui suivent leur port. «Ces lunettes sont très nocives, la pupille s'ouvrant lorsqu'il s'agit de verres non traités. Il faut savoir que bien voir avec ne signifie pas que la vue est corrigée. A la longue, les dommages sont irréversibles et peuvent provoquer même la cécité. Ce qui revient à dire que l'on perd beaucoup plus que ce que l'on croit gagner», assure ce dernier, comptant parmi les spécialistes exerçant dans le populaire quartier de Bab El Oued. Il met en garde également contre la matière plastique recyclable avec laquelle sont conçues les montures des lunettes de soleil et de vue. Ce qui n'est pas sans

risques également pour la peau, notant que «souvent, des personnes âgées souffrant de presbytie les achètent d'elles-mêmes alors qu'il est recommandé de passer d'abord par un ophtalmologue qui prescrit le type de verres adapté et qu'il convient de se procurer auprès d'un opticien». Le spécialiste explique que les verres traités ont des propriétés anti-allergiques et anti-bactériques avec une garantie d'une année et un numéro de série affichant leur traçabilité. Dans son local, les montures sont cédées entre 3 400 et 6 000 DA alors que les verres varient de 800 à 1 800 DA. «Pour réduire la facture, 80% de ma clientèle recourt à une astuce : acheter une monture bas de gamme et se procurer les verres ici, les risques demeurent néanmoins d'un point de vue dermatologique», observe-t-il. Il souligne que si, de par le monde, la monture est essentiellement fabriquée en Chine, le danger pour un pays comme l'Algérie est que la marchandise qui y est importée est de qualité médiocre et par conséquent, exposant les utilisateurs à divers risques sur leur santé. «J'ai entendu dire que dans certaines wilayas des confrères se sont organisés en associations pour défendre les intérêts de la profession, en sensibilisant les citoyens sur les dangers des produits contrefaits», affirme-t-il, exprimant le souhait que l'initiative soit généralisée à l'échelle nationale.

de bronzage tout aussi... douteux

Pour être très demandés en été, les huiles et autres laits de bronzage exposent, à leur tour, les usagers à des risques certains. Dans le lieu-dit «Zoudj Aayoun», dans la basse Casbah, sont vendues diverses gammes de ces articles, à des prix alléchants, allant de 400 à 1 000 DA. Certaines reproduisant les franchises mondialement notoires, tandis que d'autres sont moins connues. «La demande est très forte pour ces articles et la plupart des clients nous demandent les prix les plus bas arguant du fait que, de toute façon, ils ne s'en servent que durant la saison estivale», explique un des jeunes vendeurs qui, pour attirer un maximum d'acheteurs, étale à la criée ses tarifs. Une virée dans l'une des échoppes principales du quartier de Bab El Oued, spécialisée en cosmétiques, permet de réaliser la différence considérable en qualité, à travers les tarifs qui y sont pratiqués. De 1 300 DA pour les moins chers à plus de 2 000 DA pour certaines marques, ce qui n'est pas sans rassurer sur l'origine des produits. «Souvent, les personnes adultes recherchent des lotions de bronzage pour leurs enfants, considérant qu'ils n'ont pas le droit de prendre des risques sur leur santé, tandis que pour leur propre usage, elles sollicitent les produits les moins coûteux», indique le préposé à la caisse.

Hania F./APS

Des articles

Inauguration à Sidi Khettab de l'Usine «Volkswagen»

«L'Etat vise le passage du montage de véhicules à celui de la production»

Ph.D. R.



Ahmed Saci,
ministre du Commerce

■ Le ministre du Commerce, Ahmed Saci Abdelhafidh, a indiqué, jeudi à Relizane, que le soutien de l'Etat à l'industrie mécanique vise le passage de l'étape du montage de véhicules à celui de la production.

Par Salem K.

Dans une allocution qu'il a prononcée à l'occasion de l'inauguration de l'usine de montage des véhicules Volkswagen, implantée dans la zone industrielle de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane, le ministre a précisé que le soutien de l'Etat à l'industrie mécanique vise à passer de la phase du montage des véhicules à celle de la produc-

tion. «Aujourd'hui, il est nécessaire de soutenir davantage cette industrie mécanique et nous orienter vers l'objectif visé dans le cadre du partenariat avec le groupe Volkswagen, celui du passage à la phase de la construction et de la production mécaniques dans les délais les plus brefs possibles», a souligné Ahmed Saci Abdelhafidh. Dans ce sens, le ministre du Commerce a ajouté : «Nous sommes convaincus que les objectifs fixés se concrétiseront progressivement mais les groupes "Sovac" et "Volkswagen" doivent faire leurs ces étapes pour atteindre la phase de la construction et non celle du montage». Le ministre a assuré que les prochaines semaines donneront plus de visibilité à cette démarche. «Nous voulons que le groupe allemand de renommée mondiale devienne notre allié et notre partenaire pour consolider l'industrie automobile en Algérie, acquérir le savoir-faire en matière de construction et de la technologie, élargir le champ de cette

industrie et faire de l'Algérie un pays exportateur de ces véhicules», a-t-il souligné. Ahmed Saci Abdelhafidh a, par ailleurs, rappelé que le chiffre d'affaires en Algérie du constructeur allemand a été, depuis des années, important. «Ceci constituera pour nous une opportunité pour passer à l'étape de la construction automobile et à la création d'emplois», a-t-il déclaré. En inspectant les différents ateliers de l'usine, le ministre a invité les responsables des deux groupes à s'orienter vers la sous-traitance locale. «Nous demandons l'extension de cette usine à toutes les activités pouvant servir l'économie nationale par la réalisation d'autres usines de sous-traitance, la réalisation de l'intégration économique, l'acquisition du savoir-faire et des technologies, l'exportation des véhicules et la mise en place d'une véritable industrie créatrice de richesses», a souligné M. Ahmed Saci. Pour rappel, le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a inauguré jeudi cette usine, en compagnie du directeur général du

groupe, Herbert Diess. Cette usine a été réalisée dans le cadre du partenariat algéro-allemand à la faveur d'un protocole d'accord signé en novembre dernier entre le groupe algérien Sovac et le constructeur allemand de véhicules Volkswagen. Créée dans la zone industrielle de Sidi Khettab, cette usine, d'une superficie dépassant les 150 hectares, s'est vu consacrer un investissement financier de plus de 20 milliards de DA (170 millions d'euros), selon la direction locale de l'Industrie et des Mines. La capacité de production de l'usine est de 12 000 unités au cours de la première année de production. Elle sera augmentée pour atteindre les 100 000 voitures annuellement après cinq ans d'activité. Les véhicules montés sont des voitures touristiques et utilitaires de marques Volkswagen, Skoda et Seat. Le taux d'intégration sera de 15% dans cette unité, pour passer à 40% après cinq ans dès son entrée en service, a-t-on indiqué.

S. K./APS

Prix

Le pétrole monte, le Brent s'approche des 52 dollars

Les prix du pétrole poursuivent leur hausse hier en cours d'échanges européens, soutenus par le dollar et par l'optimisme de Opep sur l'application de son accord de limitation de la production. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 51,78 dollars, à son plus haut niveau depuis deux mois sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 29 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet

crude» (WTI) pour la même échéance gagnait sept cents à 49,11 dollars. «Les prix ont été soutenus cette semaine par l'optimisme de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) sur son accord de limitation de la production, tandis que la faiblesse du dollar a également participé à la hausse des prix», a commenté Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. La petite santé du billet vert permet aux investisseurs utilisant d'autres devises d'acheter du pétrole à bon compte, puisque les échanges de barils se font en

dollar sur les marchés mondiaux. En outre, l'Opep et ses partenaires se sont réunis lundi pour observer l'évolution du marché mondial, alors qu'ils tentent depuis le début de l'année de rééquilibrer le marché en limitant leur production. L'Arabie saoudite a affirmé compter baisser ses exportations en août. Par ailleurs, les marchés scrutent également la situation politique au Venezuela à l'approche de l'élection d'une Assemblée constituante. «La production vénézuélienne a reculé sur les dernières années, et la situation

instable risque fort d'empirer. Des sanctions américaines sur les exportations de pétrole pourraient peser sur la situation, et devraient faire évoluer la façon dont nous voyons la situation régionale», a commenté Michael Tran, analyste chez RBC Capital Markets. «Une nouvelle baisse de la production vénézuélienne ferait grimper les prix du brut dans le monde, mais tout particulièrement en Amérique du Nord, et profiterait au Canada et au Mexique», a-t-il ajouté.

Safia T./Agences

Consolidant son développement au 1^{er} semestre 2017 Ooredoo poursuit sa croissance portée par l'offre Haya !

LES RÉSULTATS financiers de Ooredoo Algérie, rendus publics le jeudi 27 juillet 2017, ont connu une croissance positive au premier semestre 2017, renforçant ainsi son positionnement grâce notamment au lancement, en mai dernier de son offre Maxy Haya ! qui a connu un large succès auprès des clients.

Ce succès a été en effet porté par la dynamique commerciale instaurée par Ooredoo à travers le lancement de ses offres Haya ! et Maxy Haya !, offrant des avantages exclusifs en termes de voix et de data. Par les chiffres, les revenus de Ooredoo (Algérie) ont atteint 52,3 milliards de dinars algériens au 1^{er} semestre 2017. Le parc d'abonnés a, quant à lui, atteint 14 millions de clients à fin juin 2017, contre 13,4 millions d'abonnés au terme de la même période de l'année 2016.

Le résultat avant intérêts, impôts (taxes), dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations (EBITDA), a été de 23,4 milliards de dinars algériens au 1^{er} semestre 2017. Durant le premier semestre 2017, Ooredoo Algérie a investi près de 3,5 milliards de dinars algériens, notamment dans le renforcement et la modernisation de ses équipements réseau. Au sein du Groupe, Ooredoo (Algérie) représente 9,4% du nombre d'abonnés et 7,2% du volume des investissements. A l'annonce du bilan financier, le directeur général de Ooredoo, M. Hendrik Kasteel, a déclaré : «Au premier semestre 2017, Ooredoo Algérie a enregistré une croissance positive de ses principaux indicateurs financiers, portée notamment par le lancement de son offre Haya ! qui a permis à Ooredoo de consolider son positionnement sur le marché national de la téléphonie mobile. La confiance placée en nous par nos millions de clients séduits par l'innovation, la simplicité et la transparence de nos solutions et services, nous encourage à poursuivre notre stratégie afin de répondre aux mieux à leurs attentes et satisfaire leurs besoins. Ooredoo ambitionne de contribuer au renforcement de l'économie numérique nationale et en faire un moteur de développement pour le secteur algérien de la téléphonie mobile». Les résultats du 1^{er} semestre 2017 traduisent la fiabilité de la stratégie de Ooredoo quant à sa volonté de faire de l'industrie numérique une réalité quotidienne pour ses clients. Ooredoo reste constamment à l'écoute des préoccupations de ses clients pour anticiper leurs besoins et leur apporter des solutions sur mesure. En outre, Ooredoo se fixe l'objectif de renforcer ses investissements en Algérie dans le courant de l'année 2017 afin d'accélérer la pénétration de sa technologie 4G qui couvre aujourd'hui 31 wilayas, gagner de nouvelles parts de marché et permettre au client algérien de profiter de l'excellence, de l'expertise et du savoir-faire technologique du Groupe Ooredoo.

Communiqué

Sidi Bel-Abbès

Les habitants découvrent le tramway

■ La mise en service du tramway de la ville de Sidi-Bel-Abbès a suscité un engouement sans précédent de la part des citoyens qui découvrent, pour la plupart d'entre eux, ce moyen de transport moderne, propre et écologique.



Par Lydia O.

Deux jours après sa mise en service commerciale, les rames du tramway ne se désenflent pas. Au sentiment de découverte de ce moyen de transport, se mêlent une certaine satisfaction et une joie d'échapper aux encombrements du centre-ville et à la chaleur caniculaire qui marque ce mois de juillet. Les voyageurs interrogés par l'APS expriment une certaine fierté du fait que leur ville dispose enfin d'un tramway, au même titre que les grandes villes d'Alger, d'Oran et de Constantine. «Nous avons longtemps attendu cet événement. L'attente valait la peine malgré les quatre années de travaux qui ont pénalisé le citoyen. Le tram nous permettra de faire un gain de temps considérable dans nos déplacements», a indiqué Mohamed, fonctionnaire au pôle universitaire de Sidi Bel-Abbès. Et d'ajouter : «Je suis parmi les travailleurs les plus chanceux puisque le tramway me

permet de rallier mon lieu de travail dans un temps record et sans risque d'être en retard comme à l'accoutumée». Le jeune Nouredine estime, pour sa part, que même si le tramway ne passe pas sur les différents pôles, il reste un moyen de locomotion très rapide. Maintenant, plus besoin de prendre un taxi ou un clandestin pour aller au centre-ville, a-t-il ajouté, avec un air de satisfaction. Pour M^{me} Amina, enseignante, la mise en service du tramway va énormément soulager des tracas du transport. «C'est un gain de temps extraordinaire qui offre en plus du confort et un prix très raisonnable du ticket», précise-t-elle. En plus de ce sentiment de satisfaction exprimé par les usagers, ce mode de transport moderne a eu des répercussions positives sur les plans socio-économiques. Le tramway a participé à la résorption du chômage dans la wilaya puisque les travaux qui ont duré presque 4 ans ont permis la création de plus de 2 500 emplois directs et indirects, a indiqué le responsable

du projet, Laid Ziane. Il a ajouté qu'avec sa mise en service, le projet va participer à la création de plus de 400 postes d'emploi, répartis sur les différents lieux et pour les différents besoins comme l'entretien, le contrôle, le centre de conduite qui participe à la bonne marche de ce moyen de locomotion.

Un bien public à préserver

Le tramway de Sidi-Bel-Abbès entame sa première navette à partir de 5h du matin pour arrêter ses activités à 23h. Le prix du ticket a été fixé à 30 DA l'unité, ce qui est nettement abordable. Des abonnements sont proposés aux étudiants, aux familles nombreuses et aux seniors. Le but est d'encourager les gens à prendre ce moyen de transport, a indiqué le directeur de wilaya chargé du transport, Riad Boumediene. Par ailleurs, le tramway dispose d'un système moderne de billetterie ainsi que de la gestion des panneaux de signalisation sur tout le long du

tracé, à partir du centre de commande, garantissant ainsi une plus grande sécurité. Le même responsable a précisé, en outre, que sur les 30 rames, 26 seront exploitées pour les allers-retours et mises en service progressive. Les autres rames seront stationnées au centre de maintenance, pour pallier les éventuelles pannes techniques ou accidents. Chaque rame peut transporter quelque 400 passagers à une intervalle de 8 minutes, soit presque 6 000 voyageurs quotidiennement et une prévision de 12 millions d'usagers par an. Il est à noter que le tracé de ce tramway s'étend sur une distance de 14,26 km et compte 22 stations et 3 pôles de permutation au départ de la station urbaine sud, passant par plusieurs endroits stratégiques de la ville, notamment le pôle universitaire et le projet de la nouvelle ligne ferroviaire de SBA. Pour rappel, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a inauguré mardi ce tramway, réalisé dans le cadre

de la politique de l'Etat visant à améliorer les conditions de transport des citoyens, en renforçant les structures et en modernisant les moyens de transport. Le ministre a également appelé à multiplier les campagnes de sensibilisation afin de préserver ce bien public qui a coûté plus de 28 milliards DA. L. O./APS

Aïn Defla 800 millions DA supplémentaires accordés à la wilaya

UNE ENVELOPPE financière supplémentaire s'élevant à 800 mda a été récemment allouée à la wilaya de Aïn Defla dans le but de conforter le budget inhérent au Plan communal de développement (PCD), a annoncé jeudi le wali, Benyoucef Azziz. Cette enveloppe vient s'ajouter aux 800 mda accordés à la veille de l'année 2017, portant ainsi le montant total du PCD à 1 600 millions de dinars, a précisé le wali qui intervenait dans le cadre de la session ordinaire d'été de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Le montant alloué permettra aux communes de combler un certain nombre de déficits, notamment dans les secteurs de la santé, des travaux publics et de l'éducation, a détaillé le wali. Abordant le secteur de l'éducation, il s'est félicité que le taux de réussite de la wilaya de Aïn Defla à l'examen du baccalauréat (63,34%) soit supérieur à la moyenne nationale, invitant les responsables du secteur à ne pas dormir sur leurs lauriers et redoubler d'efforts en vue d'améliorer ce taux durant les années à venir. Rien n'empêche que dans un proche avenir la wilaya occupera les premières places en matière de taux de réussite dans cet examen dont l'impact social n'est plus à démontrer, d'autant que toutes les conditions sont réunies pour atteindre pareil objectif, a-t-il observé, mettant l'accent sur la nécessité de faire baisser le taux de déperdition scolaire. S'agissant des cantines scolaires, le chef de l'exécutif a relevé la nécessité d'en faire bénéficier notamment les écoles des zones enclavées de la wilaya, émettant le souhait de voir le repas froid banni à jamais durant la période hivernale. Abordant le secteur de l'habitat, il a mis l'accent sur l'importance que lui accordent les pouvoirs publics, rappelant que plus de 10 000 logements sociaux locatifs allaient être distribués avant la fin de l'année sur le territoire de la wilaya. R. R.

Constantine

Relogement de 167 familles du site précaire El Berda

Une opération de relogement ciblant 167 familles du site précaire El Berda, sur les hauteurs de Constantine, a été lancée jeudi dans le cadre du vaste programme de distribution de 1 337 logements publics locatifs (LPL) entamé depuis le début de ce mois de juillet, a-t-on constaté. L'opération qui s'inscrit dans le cadre de l'éradication des tous derniers bidonvilles persistant dans la ville de Constantine, s'est déroulée en présence de toutes les parties concernées, de la wilaya, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), la daïra, la commune et les services de sécurité qui ont supervisé les actions de démolition des baraques de fortune formant ce site précaire. Tous les moyens humains et logistiques nécessaires ont été mobilisés pour permettre le meilleur dérou-

lement de cette opération, la cinquième du genre lancée depuis début juillet, ont souligné des responsables de la wilaya, affirmant que les bénéficiaires ont été relogés dans des logements dotés de tous les équipements d'accompagnement nécessaires pour un cadre de vie convenable situés à l'unité de voisinage (UV20) à la ville Ali-Mendjeli. Les bénéficiaires de cette opération viennent de quitter les conditions de vie précaires dans lesquelles ils évoluaient avec leurs enfants depuis plusieurs décennies, ont tenu à exprimer leur entière satisfaction quant à la qualité des logements attribués. Depuis début juillet à ce jour, plus d'un millier de logements à caractère social ont été attribués au profit des citoyens habitant des logements précaires à travers tout le territoi-

re de la ville de Constantine, a-t-on rappelé, précisant que ces opérations avaient ciblé les habitants du centre-ville dont les logements menaçaient ruine à Souika et Rahbet Souf entre autres, en plus d'autres familles occupant plusieurs bidonvilles à l'instar de la ferme Gérard, les arcades romaines, la zone industrielle Palma, le quartier Boukerrou à El Menia et Benchikou. Les opérations de distribution de logement et de résorption de l'habitat précaire au sein de la ville de Constantine devront se poursuivre la semaine prochaine pour toucher les bidonvilles Meskine et des familles de la rue des Maquisards, au centre-ville, totalisant plus de 100 familles, a-t-on appris auprès de responsables de la wilaya.

Hatem D./Agences



Sahara occidental/Prisonniers de Gdeim Izik

Des dizaines de manifestants à Madrid exigent leur libération immédiate

■ Des dizaines de personnes, membres du mouvement espagnol solidaire avec le peuple sahraoui, ont organisé jeudi en fin d'après-midi un rassemblement au centre de Madrid pour exiger la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis, récemment condamnés à de lourdes peines par une cour marocaine.

Par Halim O.

Les manifestants qui ont répondu à l'appel de la Coordination espagnole de solidarité avec le Sahara occidental et la Fédération des associations amies avec le peuple sahraoui de Madrid, se sont regroupés en masse dans la place centrale de Madrid (Puerta del sol) où, drapeaux sahraouis à la main, ont exigé la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik, récemment condamnés par la cour de Sale (Rabat) à de lourdes peines allant de 20 ans à perpétuité. Les manifestants, dont certaines figures politiques de la gauche espagnole à l'instar de la députée européenne Paloma Lopez, ont également demandé du gouvernement espagnol de faire la médiation auprès du régime marocain pour libérer les prisonniers politiques dont les peines sont sévères et injustes. Ils ont également demandé le respect du droit international étant donné que l'Espagne est toujours la puissance administrante du territoire sahraoui. L'Espagne reste «la puissance administrante du territoire et a une dette morale juridique, historique, politique vis-à-vis du peuple sahraoui», a souligné José Taboada, le coordi-

inateur espagnol des associations solidaires avec le Sahara occidental (Ceas-Sahara). Le gouvernement espagnol et toutes les forces politiques devraient exiger que le droit international «soit respecté et les condamnations doivent être annulées car prononcées par un tribunal sans compétence et un procès entaché d'irrégularités», a-t-il précisé. Des manifestants assis à même le sol sous une chaleur caniculaire se sont symboliquement attachés les mains avec une chaîne d'acier et devant eux les photographies de tous les prisonniers sahraouis de Gdeim Izik. Tout en scandant le «Maroc coupable et l'Espagne responsable», «où sont les droits de l'homme», «le Maroc dehors, le Sahara vaincra» et autres slogans qui montrent la détermination du mouvement associatif espagnol ainsi que les Sahraouis menés par le front Polisario à poursuivre leur lutte pacifique jusqu'au recouvrement de leur indépendance. Paloma Lopez a relevé de son côté le caractère politique du procès et les nombreuses irrégularités dénoncées par les observateurs internationaux ayant assisté à ce procès qui a duré plus de sept mois et plusieurs fois reporté. Tout en signalant les violations des droits de l'homme par l'occupant maro-



cain, Paloma a indiqué que la gauche unie espagnole continuera de soutenir la cause sahraoui jusqu'à la tenue d'un référendum d'autodétermination qui permettra au peuple sahraoui de décider librement de son avenir. Les manifestants, qui ont demandé l'annulation des condamnations, ont par ailleurs exigé une enquête indépendante, dans le cadre du Comité des droits de l'homme des Nations unies pour clarifier les évé-

nements qui ont suivi le démantèlement violent du camp de Gdeim Izik par les forces marocaines. Diverses associations, organisations syndicales, partis politiques espagnols ont dénoncé les peines prononcées contre les détenus politiques sahraouis du groupe Gdeim Izik par la cour d'appel de Rabat, exigeant leur libération et l'arrêt de la répression marocaine contre les Sahraouis vivant dans les territoires occupés.

H. O./APS

Rencontre Sarraj-Haftar

Des instances politiques libyennes saluent les résultats de la réunion

Les résultats de la rencontre, mardi à Paris, entre le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale libyen, Fayez Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar, au cours de laquelle les deux parties se sont engagées à un cessez-le-feu et à l'organisation d'élections dès que possible, ont été salués par des instances politiques libyennes qui ont insisté sur la nécessité de mettre en œuvre l'accord par l'intermédiaire d'une commission de dialogue et selon un échéancier. Le Parlement libyen a salué, par la voix de son conseiller de presse, la rencontre entre Sarraj et Haftar et l'accord à l'issue de laquelle ils sont parvenus quant à un cessez-le-feu et à l'organisation d'élections en mars 2018, soulignant que «la mise en œuvre de l'accord doit passer par le Parlement et une commission de dialogue». La Commission nationale libyenne des droits de l'homme a, pour sa part, salué la teneur de la déclaration conjointe publiée à l'issue de la rencontre entre Sarraj et Haftar, qualifiant ses résultats de «très positifs et importants dans le processus de règlement de la crise politique et pour la réussite de l'accord politique libyen», signé en décembre 2015. Le rapporteur de la Commission a appelé à «hâter la mise en place des mécanismes de mise en œuvre des points prévus dans la déclaration conjointe selon un échéancier en vue d'alléger les souffrances

que vivent les Libyens en raison de la division politique et de l'absence de règlement politique». Le responsable s'est félicité des efforts et des démarches de l'Organisation des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la Ligue des Etats arabes, des Etats amis et des Etats voisins en faveur de la solution politique à la crise, du rétablissement de la stabilité et de la paix, de la fin des hostilités, de la solution pacifique et politique inclusive, du respect de l'état de droit, des droits de l'homme et de l'alternance pacifique au pouvoir. Pour sa part, le parti de la Justice et de la Construction issu des Frères musulmans libyens a relevé dans un communiqué de presse que ses contacts pour rechercher une issue à la crise avec de larges franges de la société civile libyenne ont démontré que l'accord politique signé en 2015, qui a mis en avant la nécessité d'asseoir des bases solides pour édifier un Etat civil, était la base de l'opération politique, relevant que tout amendement doit se faire sur la base des conclusions dudit accord et sous l'égide des Nations unies. Par ailleurs, Fayeza Sarraj et Khalifa Haftar se sont engagés à un cessez-le-feu et à s'abstenir de tout recours à la force armée «sauf pour ce qui a trait à la lutte antiterroriste», réaffirmant leur disponibilité à poursuivre le dialogue, tout en affirmant que la solution à la crise libyenne «ne peut être que politique et passe par un processus

de réconciliation nationale». Dans une déclaration conjointe rendue publique à l'issue de leur rencontre, les deux parties libyennes ont condamné fermement tout ce qui menace la stabilité de la Libye, et se sont également engagées en faveur de «la construction d'un Etat de droit en Libye, souverain, civil et démocratique, qui garantisse la séparation et le transfert pacifique des pouvoirs et le respect des droits de l'homme, et doté d'institutions nationales unifiées», à l'image de la Banque centrale, la Compagnie nationale de pétrole et l'Autorité libyenne d'investissement. Ils ont en outre souligné que cet Etat devra «garantir la sécurité des citoyens, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Etat, ainsi que la bonne gestion des ressources naturelles et financières, dans l'intérêt de tous les Libyens». Réaffirmant leur disponibilité à la poursuite du dialogue dans le cadre de la déclaration conjointe, Fayeza Sarraj et Khalifa Haftar se sont engagés à déployer toutes les conditions à même d'assurer la continuité du travail de la Chambre des députés, du Conseil d'Etat et de la Haute commission nationale des élections en vue de préparer les prochaines élections prévues «au printemps» 2018. La rencontre Sarraj-Haftar vient selon les organisateurs «en plein appui» à la mission du nouveau Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé.

Amel D./Agences

Tunisie Le Parlement vote un projet de loi relatif aux violences faites aux femmes

LE PARLEMENT tunisien a voté le projet de loi organique relatif aux violences faites aux femmes à l'unanimité des 146 députés présents (sur 217 élus). Comportant 43 articles, ce projet de loi établit les dispositions permettant d'éradiquer toutes les formes de violence basée sur le genre social afin de réaliser l'égalité homme-femme et de préserver la dignité humaine. Ce projet de loi adopte une approche globale qui va de la prévention aux poursuites pénales, les sanctions ainsi que la protection et l'assistance des victimes. Entamé depuis vendredi dernier, l'examen de ce projet de loi s'est étalé sur trois séances plénières qui ont connu des débats houleux entre les députés. L'article 227 bis, qui prévoit d'arrêter les poursuites judiciaires à l'encontre de l'agresseur si ce dernier épouse la victime, a été critiqué par certains députés qui ont estimé que ce projet est une «humiliation à l'encontre de la femme» et vient «légitimer le viol». La commission des droits, des libertés et des relations extérieures avait adopté à l'unanimité le rapport sur ce projet de loi, le 10 juillet courant.

R. M.



Pakistan

Chute du Premier ministre, «disqualifié» pour corruption

■ La Cour suprême du Pakistan a rendu hier un arrêt prononçant la «disqualification» du Premier ministre Nawaz Sharif et sa destitution de fait suite à une affaire de corruption, ouvrant une période d'incertitude politique dans le pays.



Par Rosa F.

M. Sharif «est disqualifié en tant que député au Parlement et a donc cessé d'occuper le poste de Premier ministre», a déclaré le juge Ejaz Afzal Khan devant une foule compacte réunie au siège de la Cour pour entendre ce jugement très attendu. Cette décision fait suite à la découverte par une commission d'enquê-

te d'une «importante disparité» entre les revenus de la famille Sharif et son train de vie, apparue au grand jour l'an dernier dans le cadre du scandale des Panama Papers. Les Sharif sont soupçonnés d'avoir dissimulé la vérité sur des sociétés et biens immobiliers détenus via des holdings off-shore, notamment de luxueux appartements londoniens. Leurs partisans assurent que les fonds sont légaux et

viennent d'entreprises familiales basées au Pakistan et dans le Golfe. Trois des quatre enfants du chef du gouvernement sont mis en cause, ses fils Hasan et Hussein et sa fille Maryam Nawaz, jusqu'ici pressentie comme son héritière en politique à un an des prochaines élections législatives. L'arrêt, rendu en fin de matinée dans une Islamabad placée sous haute sécurité, a immédiatement provoqué des scènes de liesse des partisans de l'opposition descendus dans la rue. Le jugement ordonne aussi à l'autorité anti-corruption de lancer une nouvelle enquête qui pourrait se traduire par des poursuites judiciaires contre les Sharif. Le président pakistanais

Manmohan Hussain se voit pour sa part chargé de «prendre les mesures nécessaires prévues par la Constitution pour assurer la poursuite de l'ordre démocratique». Le parti du Premier ministre, le PML-N, a confirmé peu après que M. Sharif avait «quitté son poste». «Nous allons étudier la décision en détail et élaborer un plan d'action pour l'avenir», a ajouté Maryam Aurangzeb, ministre de l'Information dans le gouvernement de M. Sharif. «Pas un centime de corruption n'a été prouvé dans cette décision contre Nawaz Sharif et le peuple pakistanais le sait aussi», a-t-elle souligné. «Si Dieu le veut, Nawaz Sharif sera réélu une quatrième fois», a-t-elle lancé. Le scandale avait éclaté l'an dernier, lorsque le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) avait publié quelque 11,5 millions de documents secrets émanant du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca, les Panama Papers. Pour l'analyste politique Farooq Moin, «le jugement peut être qualifié d'historique dans la mesure où il concerne un chef du gouvernement en fonctions et sa famille». L'avenir immédiat paraît encore flou, souligne-t-il : «Je pense qu'il y a de grandes chances que le parti (de M. Sharif) PML-N forme un nouveau gouvernement avec un nouveau Premier ministre, avec le soutien de ses partenaires de coalition, puisqu'ils ont toujours la majorité au

Parlement». Le PML-N n'a toutefois aucun successeur désigné pour le moment. Les prochaines élections législatives sont théoriquement prévues en 2018. Le «lion du Pendjab» n'aura ainsi mené à terme aucun de ses trois mandats comme Chef du gouvernement. Il avait déjà été contraint à la démission en raison d'accusations de corruption en 1993. Son deuxième mandat, démarré en 1997, avait lui aussi tourné court en 1999 suite à un coup d'État militaire et M. Sharif avait été contraint à plusieurs années d'exil en Arabie saoudite.

C'est la seconde fois dans l'histoire du Pakistan qu'un Premier ministre en poste est démis par une intervention de la Cour suprême, la première fois remontant à 2012. Des dizaines de partisans de l'opposant pakistanais Imran Khan, ancien star du cricket en pointe dans l'offensive contre M. Sharif, sont descendus dans la rue, aux anges, faisant des signes de victoire et criant «Va-t-en Nawaz» ou «Nawaz est un voleur». Le vice-président du PTI, le parti de M. Khan, Shah Mehmood Qureshi, a déclaré à la presse qu'«aujourd'hui la Cour suprême a écrit une nouvelle page historique. Je veux remercier les juges au nom du peuple pakistanais car ils ont rendu l'impossible possible». A l'inverse, à Lahore, fief de la famille Sharif, des manifestants ont protesté contre la sentence, bloquant les rues et brûlant des pneus.



Points chauds

Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump continue, comme il l'a toujours fait, à assurer qu'il souhaite que son pays ait de bonnes relations avec la Russie, le Congrès puis le Sénat américains, composés de démocrates et de républicains, ne semblent pas de cet avis et ont pris à l'égard de Moscou une pléthore de mesures répressives qui inquiète jusqu'en Europe, où pourtant l'on se méfie beaucoup de l'ancien empire soviétique et envers lequel l'UE avait elle-même décidé d'un certain nombre de sanctions. Bruxelles a en effet mis en garde Washington contre d'éventuelles représailles, craignant que les mesures américaines ne pénalisent les entreprises énergétiques européennes et divisent davantage l'Occident. Pour les 28 pays de l'Union européenne, la décision américaine risque d'avoir des conséquences désastreuses. Par conséquent, la Commission européenne «a conclu aujourd'hui que si ses inquiétudes ne sont pas suffisamment prises en compte, elle est prête à agir de façon appropriée en l'espace de quelques jours», a averti son président Jean-Claude Juncker dans un communiqué. Les sanctions américaines pourraient en effet menacer l'une des priorités de la présidence de Juncker, à savoir une politique visant à garantir l'approvisionnement énergétique de l'UE. De son côté la Russie n'a évidemment pas apprécié les sanctions américaines et l'a rapidement fait savoir en annonçant une prochaine réduction de la présence diplomatique américaine sur son territoire. Et si les mesures décidées par les parlementaires et sénateurs doivent être entérinées par Donald Trump pour entrer en vigueur, le ministère russe des Affaires étrangères a ainsi déjà pris les devants et pris sans attendre des mesures de rétorsion. Ce dernier a demandé à Washington de réduire, à partir du 1^{er} septembre, à 455 les effectifs du personnel de son ambassade et de ses consulats en Russie et a suspendu l'utilisation par l'ambassade des États-Unis d'une résidence en périphérie de la capitale russe et d'entrepôts. Une telle réduction revient à ramener le personnel des représentations diplomatiques américaines au même niveau que celui du personnel des représentations russes aux États-Unis, a précisé le ministre, qui se «réserve le droit» de prendre de nouvelles mesures visant «les intérêts» américains. «Les derniers événements témoignent du fait que la rusephobie et la recherche de la confrontation sont bien ancrées dans certains cercles bien connus aux États-Unis», a expliqué le ministre russe. La balle est dans le camp de Trump qui, s'il entérine les sanctions, risque de briser sa relation avec Moscou qui jusque-là le considérait comme un véritable allié. S'il décide de ne pas entériner le texte, il prêterait le flanc à toutes les critiques et surtout pourrait confirmer pour beaucoup les rumeurs de collusion entre son équipe de campagne et la Russie qui l'aurait aidé à remporter l'élection présidentielle. F. M.

Venezuela

L'opposition appelle à bloquer les rues jusqu'au vote de demain

Le Venezuela s'apprête à vivre une journée à hauts risques hier, l'opposition appelant à bloquer les rues jusqu'à l'élection prévue aujourd'hui d'une Assemblée constituante contestée, dans un climat de violences meurtrières et de vive inquiétude internationale.

Quatre mois de protestations contre le président socialiste Nicolas Maduro ont coûté la vie à 112 personnes selon le parquet, dont sept durant une grève générale de deux jours achevée dans la nuit et relayée par un appel de l'opposition au blocage des rues principales de chaque ville. Cette opération, nommée «la grande prise du Venezuela», défie ouvertement l'interdiction par le gouvernement des manifestations avant l'élection aujourd'hui d'une Assemblée constituante de 545 membres, menaçant de 5 à 10 ans de prison toute personne qui participerait au boycott du scrutin. «Si la Constituante était annulée, ce serait l'occasion pour Maduro de se racheter devant le monde entier», a déclaré Henrique Capriles, chef de l'opposition qui s'insurge contre le scrutin, ajoutant : «Pas à pas, la lutte continue». «Le régime a déclaré que nous ne pouvions pas manifester, a lancé dans un tweet la coalition

de l'opposition vénézuélienne, la Table pour l'unité démocratique (MUD), nous allons répondre avec la prise du Venezuela». L'opposition, qui contrôle le Parlement élu, voit dans cette Constituante un moyen pour le président Maduro de se cramponner au pouvoir, de contourner le Parlement et d'éviter la présidentielle de fin 2018. Le gouvernement assure de son côté que la future Assemblée, dont la durée du mandat n'est pas définie, sera un «super pouvoir» qui aura la capacité de dissoudre le Parlement, qu'elle apportera la paix et permettra au pays de se redresser économiquement. «Nous invitons le pays à se préparer à prendre les routes principales, les avenues, les rues et nous y maintenir jusqu'à stopper cette fraude constitutionnelle», a déclaré le député d'opposition Jorge Millan. Jeudi, le ministre de l'Intérieur, le général Nestor Reverol, avait annoncé que «sont interdits les réunions et manifestations publiques, les rassemblements et tous les événements de même nature susceptibles de perturber ou d'affecter le déroulement normal du processus électoral». Il a prévenu que les contrevenants risquaient de cinq à dix ans de prison. Le mode de désigna-

tion de l'Assemblée constituante combine un vote territorial et par catégories socio-professionnelles, ce qui permettra à 62% des 19,8 millions d'électeurs de voter au moins deux fois, rendant difficile l'évaluation de la participation, selon l'expert Eugenio Martinez. Devant une «situation politique et sécuritaire imprévisible», les États-Unis ont ordonné jeudi aux familles des diplomates en poste au Venezuela de quitter le pays, et autorisé le départ volontaire de leurs fonctionnaires en poste à l'ambassade de Caracas. Le Canada a recommandé à ses citoyens d'éviter de se rendre au Venezuela ou de le quitter s'ils s'y trouvent déjà. La crainte d'un conflit ouvert a poussé parallèlement des centaines de Vénézuéliens à partir vers la Colombie voisine. Washington a fait monter la pression sur Nicolas Maduro, qualifié de «dictateur» par le président Donald Trump, en imposant des sanctions contre 13 anciens et actuels responsables gouvernementaux. Le président vénézuélien a tenté de désamorcer la crise en proposant un dialogue à ses adversaires avant l'élection, tout en confirmant sa volonté de mener à terme la modification de la Constitution.



Concert de raï moderne

Cheb Bilal enchante le public algérois

■ Les spectateurs ont exprimé leurs réserves quant au «retard accusé dans la programmation», où l'artiste n'est apparu qu'une heure et demie après l'horaire officiel (22h 00), déjà «trop tardif», selon eux.

Par Abla Selles

Le célèbre chanteur de raï moderne, Cheb Bilal, est revenu jeudi soir à Alger après une absence remarquée, gratifiant son public d'un florilège de pièces, anciennes et nouvelles, de son riche répertoire aux contenus et à la créativité prolifiques.

Un public de fans, relativement nombreux de près de 500 personnes, fait de familles et de jeunes, est venu au Théâtre de verdure El Hadi-Flici, apprécier le talent du raïman au look de rocker (tenue noire, casquette ample et lunettes aux verres sombres) qui a chanté l'amour et pointé du doigt les travers de la société dans une quinzaine de pièces aux airs mélodieux et aux rythmes diversifiés.

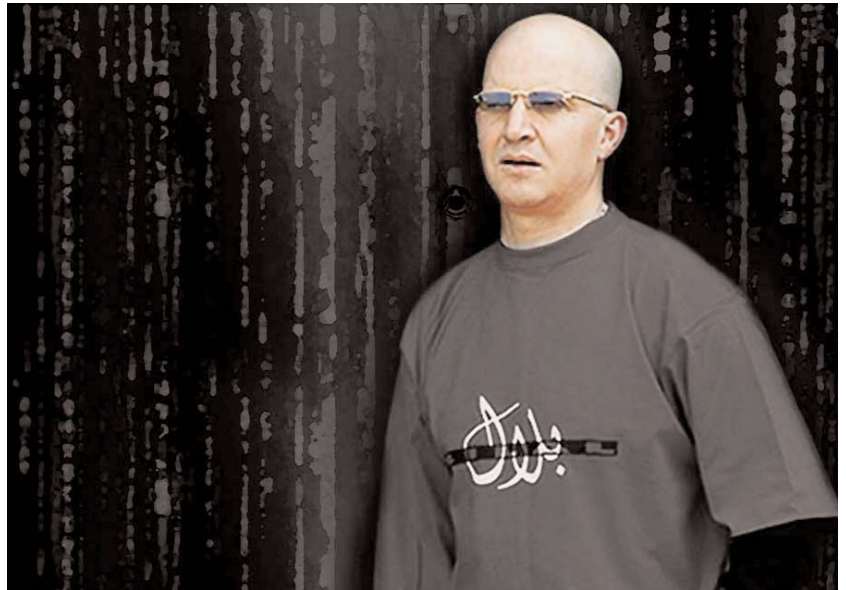
Après s'être produit au 13^e Festival de Djemila, Cheb Bilal revient à Alger rompre avec une absence devenue pesante, due, selon l'artiste, «au hasard du calendrier» qui l'a éloigné des scènes de la capitale.

Le chanteur, à la voix étoffée et au modeste jeu de scène, a embarqué l'assistance dans les méandres de la chanson oranaise, alignant près de 100 mn

durant, des compositions aux conceptions intelligentes et aux arrangements recherchés, brillamment exécutées par six jeunes musiciens, aux claviers, derbouka, guitares basse et électrique, batterie et percussions.

Dans un spectacle régi par une équipe technique de professionnels qui a su assurer une résonnance dense et agréable, marquée par le gros son de l'accompagnement rythmique, la présence d'une orchestration de fond aux violons et aux cuivres et les sonorités synthétiques des reprises mélodiques caractérisant le genre raï, le chanteur a étalé des textes aux enseignements multiples, explorant les profondeurs de la nature humaine «aux desseins et à l'ambition souvent démesurés».

Donnant du bon répondant, le public a déhanché sur des cadences berouali (6/8) et wah-rani (4/4), appréciant notamment les pièces, «Ma tekdi walou», «Gaâ nebghou draham», «Sahbi, chawala hada», «Bravo aâlik», «El ghorba waâra», «Hnaya khir menhoum», «Derja b'derja», «Sarangossa», «Aâdi, aâdi», «La loi», «Chriki», «Khallina amigo», «Jamais nendem ana» et «Abali,



abala» reprise en chœur dans l'euphorie. Le jeu de lumières aux diverses facettes, alternant plusieurs couleurs et contenant judicieusement la scène et tout l'espace du théâtre, a embelli la soirée aux atmosphères festives dont les moments ont été savourés par le public, dans la délectation. Regrettant, par ailleurs, que Cheb Bilal, «chanteur-citoyen» soit programmé de manière «ponctuelle, dans des concerts uniques» et dans «les

grandes villes» seulement, les spectateurs ont également exprimé leurs réserves quant au «retard accusé dans la programmation», où l'artiste n'est apparu qu'une heure et demie après l'horaire officiel (22h 00), déjà «trop tardif», selon eux.

Né en 1966 et actuellement établi à Paris, Cheb Bilal, Bilal Moufok de son vrai nom, a débuté sa carrière durant les années 1980, pour connaître le succès et la consécration en

1997 avec l'album «Babor li jebni», puis «El ghorba wel ham» dans lesquels il a chanté l'amertume de l'exil et la solitude.

Comptant à son actif une soixantaine de chansons dont une dizaine de tubes, le chanteur a estimé que, comme tout art, «la chanson implique une responsabilité sociale qu'il convient de travailler de façon convenable pour être utile à celles et ceux qui nous écoutent». A. S.

Après huit soirées de variété musicale

Le Festival de Djemila baisse rideau

La chanteuse libanaise Nadjwa karam a illuminé, dans la nuit de mercredi à jeudi, le ciel de l'antique Cuicul (est de Sétif), lors de la septième soirée de la 13^e édition du Festival arabe de Djemila. Devant un public nombreux, celle qu'on surnomme le soleil de la chanson arabe a entamé sa presta-

tion avec «Al Kouloub al mouchataka» puis «Ya youbi ma ajmaleh», «Dhourou Kalbi» et «Ala mahlek ya hawa», «Habitek» dans un concert exceptionnel digne d'une star qui brille de mille feux. Nadjwa enchaîne avec «Khalini choufek bi lil» et «Yekhalili albek» ainsi que plusieurs autres chefs-d'œuvre,

déchaînant les foules dans des moments de pur bonheur. Avant son passage sur la scène de l'antique Cuicul, Nadjwa Karam a déclaré que «l'Algérie était son deuxième pays» et qu'elle était heureuse de rencontrer ses fans à chaque visite. A une question relative à une éventuelle coopération artistique avec le king

Khaled, la chanteuse a répondu qu'«elle serait honorée de faire un duo avec le king dans un style algéro-libanais». La septième soirée de cette 13^e édition s'est poursuivie avec le duo Selma Kouiret et Mohamed Rouane, l'homme au mandole qui a fait montre de tout son talent et de sa virtuosité musicale, accompa-

gnant Selma, à la voix cristalline exécutant un répertoire varié. L'artiste Abdou Driassa a pris ensuite le relais, gratifiant l'assistance de plusieurs chansons de son père, Rabeh Driassa, «Ya al auouama», «Al moumaridha», «Najma kotbia», «Yahiyou ouled bladi» notamment. L. B.

Festival de cinéma «LatinArab» de Buenos Aires

Le film «Nwelli» de Amine Kabbes en compétition

Le court métrage documentaire «Nwelli» (Je reviendrai), première œuvre du réalisateur Amine Kabbes, a été sélectionné en compétition officielle du 7^e Festival de cinéma «LatinArab» de Buenos Aires, prévu dans la capitale argentine du 4 au 13 septembre 2017, a-t-on appris auprès de l'équipe du film. Produit en 2016, «Nwelli» raconte en 18 minutes l'histoire d'un jeune rappeur algérois faisant partie d'un groupe célèbre,

qui tente de renouer avec la scène après un grave accident dans lequel son ouïe fut sérieusement affectée.

Aidé dans son combat par l'Association «SOS Bab El Oued», le jeune rappeur est suivi par la caméra pendant sa rééducation et dans la préparation artistique de son retour jusqu'au jour où il remonte sur scène.

Réalisé dans le cadre d'ateliers de formation animés par l'Institut français d'Alger, ce

film avait pris part, en mai dernier, à la compétition du 9^e Festival international du film documentaire à Agadir (Fidadoc).

Ayant pour objectif d'encourager les échanges entre cinéastes sud-américains et arabes et de promouvoir le cinéma du monde arabe auprès du public argentin, le Festival de cinéma «LatinArab» de Buenos Aires n'a cependant pas encore dévoilé sa sélection. M. K.

Festival du Film arabe de Fameck

L'Algérie, invité d'honneur

L'Algérie va participer en qualité d'invité d'honneur au 28^e Festival du Film arabe de Fameck (nord-est de la France), prévu du 4 au 16 octobre prochain, annonce le site web du festival. Cette édition sera

dédiée à «la nouvelle génération de cinéastes» qui «se bat pour faire renaître le cinéma algérien, autrefois célèbre», à l'instar de réalisateurs Karim Moussaoui et Hassen Ferhani, le producteur Yacine Bouaziz et encore

Abdenour Houchiche le président de l'association «Project`heurts» l'organisatrice des rencontres cinématographiques de Bejaia. Mohammed Fellag, le comédien et l'humoriste, présentera à ce festival son

spectacle «Fellag Runner».

Fondé en 1990, le Festival du film arabe de Fameck se veut une vitrine qui met à l'honneur la culture et le cinéma arabes des pays de la Méditerranée. R. C.

Rendez-vous culturels

Galerie d'arts Aïcha-Haddad (84, rueDidouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 4 août :

Exposition de l'artiste peintre Mohamed Meliani intitulée «Hommage à ma mère, souriante et nature».

Palais des raïs, Bastion 23 (Bab- El-Oued, Alger)

Jusqu'au 3 août :

Exposition «Alger, la protégée d'Allah».

Théâtre de verdure Casif de Sidi-Fredj (Alger)

Samedi 30 juillet :

Concerts de Hasni Sghir, Bariza et Nassim London.

Dimanche 31 juillet :

Concerts de cheb Abbès, Djamilia et Nessrine.



Accordée par le wali Une subvention de 20 millions DA pour le Widad de Tlemcen

UNE SUBVENTION de 20 millions DA a été allouée, mercredi, au Widad de Tlemcen par le wali Benyaïche Ali, lors d'une visite au stade des Trois frères Zerga où l'équipe a entamé sa préparation de la prochaine saison de Ligue 2 Mobilis. S'adressant aux joueurs et entraîneurs, le responsable de l'exécutif a souligné que sa première sortie sur le terrain a été consacrée au WAT, «une équipe qui mérite toute l'attention voulue et qui doit retrouver sa place en Ligue 1 Mobilis», a-t-il estimé.

A cette occasion, il a annoncé l'octroi de cette aide sur budget de la wilaya pour bien entamer la prochaine saison, en attendant la mise à contribution des sponsors et autres entreprises, l'objectif étant l'accession à la division supérieure.

«D'autres sorties seront consacrées aux autres équipes sportives de la wilaya sans distinction de disciplines», a-t-il également précisé.

S'agissant du stade Akid Lotfi, dont les travaux de gazonnement de la pelouse ont été arrêtés, le wali a indiqué que ce dossier sera pris en charge «dans les plus brefs délais».

L'équipe de football du WAT, qui a repris les entraînements le 15 juillet dernier, doit entamer, à compter du 30 juillet, un stage de préparation de dix jours en Tunisie, selon le dirigeant Benmoussat.

En prévision de la nouvelle saison, le WAT s'est renforcé avec la venue de huit joueurs, à savoir le gardien de but Bedraoui (Maghnia), les défenseurs Bounouara (Ben Badis), Bahraoui (Maghnia), Benharoun (Biskra), le milieu Benbelaid (Arzew) et les attaquants Khiter et El Bahari (Arzew) et El Habiri (Hennaya).

Le WAT devra affronter, ce jeudi, à Oran, le MCO en match de préparation.

Speedball de plage L'Algérie participe au tournoi international de Hammamet (Tunisie)

L'ALGERIE participera au premier tournoi international de speedball de plage qu'abrite la ville de Hammamet en Tunisie, aujourd'hui et demain, selon l'Agence Tunis presse (TAP), citant la Fédération tunisienne de cette discipline (FTSB).

Outre l'Algérie et la Tunisie, la compétition concernera six autres participants, venus d'Egypte, du Maroc, de Jordanie, d'Allemagne, des Etats-Unis et du Canada.

Selon le président de la FTSB, Moncef Mili, cette première édition verra la participation

de 120 joueuses et joueurs, dont ceux des clubs tunisiens qui pourront participer au tournoi avec 8 joueurs (4 hommes et 4 dames).

«Notre objectif est de promouvoir le speedball de plage et contribuer à l'animation touristique tunisienne», a-t-il indiqué, souhaitant de voir cette première édition connaître une grande réussite et qu'elle devienne un rendez-vous annuel.

Le tournoi débutera aujourd'hui sur la plage du «Samira Club» de Hammamet et s'achèvera dimanche soir.

Coupe arabe des clubs champions Al-Ahly - NAHD L'entraîneur Neghiz reconnaît la difficulté de la tâche



un grand club qui sera soutenu par son public pendant toute la rencontre», a indiqué Neghiz lors d'un point de presse tenu jeudi au Caire. «Nous espérons réaliser un résultat positif face aux Egyptiens même si on fait face à plusieurs difficultés», a ajouté l'entraîneur des

L'ENTRAÎNEUR du NA Hussein-Dey, Nabil Neghiz, a reconnu la difficulté de la rencontre face au Ahly du Caire, prévue vendredi au stade Essalam du Caire (20h00 algériennes) dans le cadre de la 3^e journée (Gr. A) du premier tour de la coupe arabe des clubs champions de football.

«Les joueurs égyptiens espèrent toujours se qualifier, ils n'ont pas le choix demain s'ils veulent composer leur ticket. Al-Ahly est

«Sang et Or». Neghiz prévoit, par ailleurs, des changements dans son onze de départ par rapport aux précédentes rencontres.

Le club jordanien d'Al-Fayçali occupe la tête du groupe A avec six points devant Al-Ahly du Caire et le NA Hussein-Dey qui se partagent la seconde place avec trois points chacun, alors qu'Al-Wihda (Emirats arabes unis) complète le classement à la 4^e place avec zéro point.

Handball U21 L'Algérie termine sur une fausse note

■ La sélection algérienne de handball des moins de 21 ans (U21) s'est contentée de la 14^e place du Championnat du monde de la catégorie, après sa défaite face à son homologue argentine 21-20, jeudi à la salle Harcha-Hacène (Alger) en match de classement.



Après un match nul (25-25) en phase de poules, Algériens et Argentins se sont retrouvés après leur élimination en huitièmes de finale, respectivement face à la Macédoine (20-24) et l'Espagne (21-27), dans une rencontre de consolation pour améliorer leur classement mondial.

L'équipe algérienne, avec un «Sept» de départ largement remanié en présence des joueurs du banc, a pourtant bien entamé le match, prenant rapi-

dement l'avantage au score, 3-0 à la 2^e minute puis 6-3 à la 10', avant d'enchaîner les pertes de balle en attaque, permettant le retour des Argentins (6-6 à la 15^e minute).

Passifs en défense, les Algériens ont pu compter sur leur gardien de but, Khalifa Ghedbane, qui a fait 7 arrêts en première mi-temps et l'arrière Zoheir Naïm (5 buts) pour rester au contact des Sud-Américains jusqu'à la pause (11-11).

Au retour des vestiaires, les deux équipes sont restées au

coude-à-coude jusqu'au money-time, où les Argentins sont parvenus à faire le break (21-19) à 5 minutes de la fin, en s'appuyant notamment sur un jeu collectif bien huilé et profitant des errances défensives du «Sept» algérien pour finalement s'imposer sur le score de 21 à 20.

Malgré cette défaite, l'équipe algérienne a amélioré son classement en obtenant la 14^e place mondiale, alors qu'elle avait terminé au 21^e rang lors de la dernière édition disputée au Brésil en 2015.

H. L.

Déclarations

Déclarations recueillies par l'APS après le match Algérie-Argentine (20-21) disputé jeudi à la salle Harcha-Hacène d'Alger pour le compte du classement du Championnat du monde de handball des moins de 21 ans (U-21).

Rabah Gherbi (sélectionneur/Algérie) : «Mes joueurs ont reconduit exactement les mêmes erreurs que celles commises face à la Macédoine en quarts de finale: mauvais placements, manque de concentration et perte de balles faciles. On ne peut pas demander des miracles vu le petit gabarit et le manque de technicité par rapport à nos adversaires. J'ai souvent utilisé neuf joueurs et nous étions obligés de faire tourner l'effectif aujourd'hui. On a gagné une équipe, c'est ce qu'il faut retenir. Ce Mondial a été l'occasion pour plusieurs joueurs de s'illustrer et de frapper aux portes de l'équipe A».

Eriuc Gull (sélectionneur adjoint/Argentine) : «Le match était serré comme au premier tour. Nous avons joué avec beaucoup d'esprit pour gagner. Notre objectif était d'atteindre le Tour principal. Pour l'Algérie je pense que la bataille contre la Macédoine a laissé beaucoup de traces sur le plan physique».

Khalifa Ghedbane : «Nous avons entamé la rencontre avec l'élimination d'hier dans la tête. Notre souhait était de terminer sur une victoire, mais dommage nous n'avons pas réussi à s'imposer. Nous avons par contre réalisé notre objectif de se qualifier au 2^e tour. Après notre parcours en phase de poules, nos ambitions ont augmenté après avoir constaté que nous étions capables de rivaliser avec les meilleurs. Mes remerciements au public qui a été tout simplement merveilleux».

L'entraîneur Gherbi évasif sur son avenir à la tête des Verts

L'équipe algérienne de handball des moins de 21 ans, Rabah Gherbi, s'est montré évasif sur son avenir à la tête de la barre technique des Verts après la défaite devant l'Argentine (20-21) en match de classement du Championnat du monde de la catégorie joué jeudi à la salle Harcha-Hacène d'Alger. «Mon contrat avec les U21 expire le 30 juillet 2017, il me reste donc quatre jours à honorer. Je vais faire le bilan avec les responsables de la Fédération algérienne de handball (FAHB) pour voir ce qui a

fait beaucoup mieux. Les joueurs ont tout donné et je suis fier d'eux tout comme le public qui a adopté cette équipe», a ajouté Gherbi.

L'Algérie a terminé la compétition à la 14^e place, plusieurs jeunes se sont illustrés à l'image du gardien Khalifa Ghedbane ainsi que les joueurs Mostapha Hadj Sadok et Yacine Djedid.

«Sans donner de noms, quelques joueurs sont sélectionnables en équipe première. C'est grande satisfaction pour moi», a conclu le coach des U21 algériens.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Relizane

3 morts et 11 blessés dans deux accidents de la route

TROIS personnes ont trouvé la mort et onze autres ont été blessées dans deux accidents de la route survenus dans la wilaya de Relizane, a-t-on appris hier de l'Unité principale de la Protection civile. Le premier accident est survenu hier à l'aube, au niveau de la route nationale n° 23 dans la commune de Dar Ben Abdallah (Zemmora), suite à une collision entre deux

véhicules utilitaires, faisant deux morts et cinq blessés, a précisé à l'APS l'officier de permanence au sein des mêmes services, le lieutenant Cheikh Chaib Eddour Youcef. Le second accident a eu lieu jeudi soir au niveau du chemin de wilaya n° 18 dans la commune de Oued Essalem (Mendes) suite au renversement d'un tracteur, faisant un mort et 6 blessés. K. L.

Russie

Arrestation d'un groupe préparant des attentats

SEPT ressortissants d'Asie centrale ont été arrêtés hier à Moscou par les services de sécurité russes (FSB) et accusés d'avoir préparé des attentats à Saint-Petersbourg, la deuxième ville de Russie, cible d'une attaque meurtrière en avril. Les sept personnes arrêtées «sont soupçonnées d'avoir préparé des attentats à Saint-Petersbourg, notamment dans des trains et des lieux de ras-

semblement», a déclaré dans un communiqué le FSB. Selon le parquet général, cité hier par l'agence de presse russe Ria-Novosti, douze attentats ont ainsi été déjoués sur le territoire russe depuis le début de l'année. La Russie a renforcé les mesures de sécurité depuis qu'un attentat dans le métro de Saint-Petersbourg (nord-ouest) a fait 16 morts et des dizaines de blessés le 3 avril. R. I.

ANEM de Béjaïa

Plus de 10 000 placements d'emploi en six mois

L'AGENCE nationale de l'emploi (Anem) a effectué dans la wilaya de Béjaïa 10 164 placements d'emploi durant le 1^{er} semestre de l'année en cours, a-t-on appris. Un total de 8 428 demandeurs d'emploi a été recruté par des employeurs dans le cadre du système classique, 852 dans le cadre du contrat de travail aidé (CTA) où l'entreprise s'engage à régulariser le travailleur une fois son contrat arrivé à terme, alors que 884 autres ont été placés dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip), a-t-on indiqué. On note que la majeure partie des demandeurs, soit 90%, a été placée dans le secteur privé national, 7,4% dans le secteur public et 2,14 dans le secteur privé étranger parmi les 10 164 demandeurs d'emploi, a-t-on. L'Anem de Béjaïa a enregistré, au 1^{er} semestre 2017, 10 763 offres d'emploi dans le cadre classique, dont 35,21% émanant du secteur de l'industrie, 28,69% du

bâtiment, 24% du secteur des services, 10,77% du commerce, et avec un taux très faible de 1,31% du secteur de l'agriculture. Pour aider les demandeurs d'emploi à trouver rapidement du travail, le dispositif étatique d'aide à l'emploi a organisé, au profit de 133 jeunes sans emploi, une formation sur les techniques de recherches d'emploi qui les aideront à mieux effectuer leur recherche et cibler les secteurs pourvoyeurs d'emplois. 167 autres demandeurs d'emploi ont suivi une formation sur la rédaction de CV et lettre de motivation. Par ailleurs, 89 autres jeunes en quête d'emploi ont bénéficié d'une simulation d'entretien d'embauche, façon de les préparer à comment décrocher un poste d'emploi et répondre aux questions de l'employeur lors d'un entretien de recrutement des postulants notamment sur la tenu à adopter et la précision des réponses à donner de son mieux. H. C.

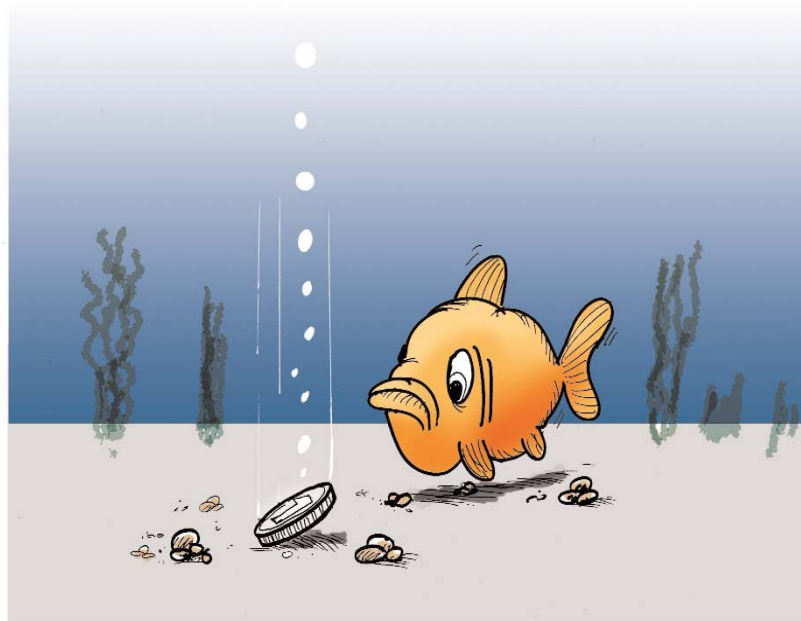
Bordj-Badji Mokhtar

Une cache d'armes et de munitions découverte

UNE CACHE d'armes et de munitions contenant un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et trois fusils à répétition ainsi qu'un lot de pièces et canons de rechange pour armes à feu, a été découverte jeudi matin par un détachement de l'Armée nationale populaire au niveau de la zone frontalière de Bordj-Badji Mokhtar, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille de reconnaissance menée près des fron-

tières au niveau de la zone frontalière de Bordj-Badji Mokhtar dans la 6^e Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, ce matin du 27 juillet 2017, une cache d'armes et de munitions contenant un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, trois fusils à répétition, un fusil semi-automatique de type Simonov, vingt grenades, et un lot de pièces et canons de rechange pour armes à feu, ainsi qu'une importante quantité de munitions de différents calibres», précise le communiqué. O. N.

Le dinar touche le fond



LOUIS

Djalou@hotmail.com

En attendant la poterie de Maatkas et l'Assensou d'Azrou N'Thour

Tizi Ouzou vibre au rythme du «Raconte-Arts»

■ La wilaya de Tizi Ouzou vibre aux rythmes de ses traditionnelles fêtes et festivals de l'été. Les habitants de la région ont l'embaras du choix pour profiter de ces moments de fête et surtout de réconciliation avec les trésors du terroir qu'elle recèle.

Par Hamid Messir

Alors que le festival Raconte-Arts bat son plein à Ath Ouabane dans la localité d'Akbil depuis le 24 juillet avec un riche programme d'animation culturelle, littéraire et artistique, les Ouadhias abritent depuis le 26 juillet la fête de la robe kabyle. Le «Raconte-Arts», pour sa 14^e édition, a choisi Ath Ouavane, lauréat du concours du village le plus propre de Tizi Ouzou 2016 organisé annuellement par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), pour son programme riche auquel prennent part de nombreux artistes nationaux et étrangers de divers horizons. Du chant, du théâtre, de la peinture, du cinéma, de la littérature, de la poésie et autre, sont au programme comme la revivification de certaines traditions de la Kabylie de l'édition 2017 du «Raconte-Arts» placé sous le thème «Pour que nul n'oublie le chemin». La fête au village d'Ah Ouavane se poursuivra jusqu'au 31 juillet. A une trentaine de kilomètres d'Akbil, les Ouadhias sont à l'heure de la fête de la robe kabyle «Tijihlit Iwadhiyen». L'école primaire des trois frères Tifrani du chef-lieu de la commune accueille une trentaine d'exposants de nouveaux modèles de robes kabyles mais aussi de



bijoux, de gâteaux traditionnels et autres produits du terroir. La fête se poursuivra également jusqu'au 31 juillet courant. A une vingtaine de kilomètres des Ouadhias, Ath Yenni abrite depuis jeudi la traditionnelle fête du bijou, pour sa 14^e édition. Plus de 70 artisans exposent et vendent aussi leurs produits, essentiellement des bijoux en argent. La fête s'étalera jusqu'au 4 août prochain. L'autre festival, celui dédié à la poterie, aura lieu fin août prochain. Les préparatifs battent leur plein à Maatkas pour être au rendez-vous. La Kabylie, connue aussi pour ses rites, a rendez-vous en août avec le rituel Assensou d'Azrou

N'Thour qu'abrite la montagne qui porte le même nom, perchée à 1884 mètres d'altitude. Trois villages de la commune Illitène, à savoir, Zounga, Takhlidjt et Ait Adella, organisent à tour de rôle la fête durant les trois premiers week-ends du mois d'août en offrant la waâda aux milliers de visiteurs venus même de l'étranger pour ce «traditionnel pèlerinage annuel». En somme, la Kabylie renoue peu à peu avec son ambiance festive d'antan et surtout avec sa quiétude et hospitalité après des années de désert imposé par l'insécurité terroriste qui lui a fait perdre cette caractéristique de «petite Suisse». H. M.